

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"

COM (72)1158

Vol. 1972/0147

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), tel que modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1700/2003 du 22 septembre 2003 (JO L 243 du 27.9.2003, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as amended by Regulation (EC, Euratom) No 1700/2003 of 22 September 2003 (OJ L 243, 27.9.2003, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), geändert durch die Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1700/2003 vom 22. September 2003 (ABl. L 243 vom 27.9.2003, S. 1), ist diese Datei der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in dieser Datei in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben.

RAPPORT SUR LES RESULTATS DE LA NEGOCIATION EN VUE
DE LA PROROGATION DE L'ACCORD DRAGON (Art. 101 CEEA) ET PRO-
POSITION DE DECISION DE PROGRAMME DE RECHERCHE RELATIF A LA
POURSUITE DU PROJET DRAGON (Art. 7 CEEA)

(présenté par la Commission au Conseil)

Communication de la Commission au Conseil

Rapport sur les résultats de la négociation en vue de la prorogation de l'Accord Dragon (Art.101 CEEA) et proposition de décision de programme de recherche relatif à la poursuite du Projet Dragon (Art.7 CEEA)

Conformément aux directives que le Conseil lui a données en date du 17 août 1972, la Commission présente ci-après le rapport sur les négociations qu'elle a conduites.

1. L'Accord Dragon viendra à expiration le 31 mars 1973. Il est convenu dans l'Accord en vigueur qu'une décision relative à une nouvelle prorogation de cet Accord sera arrêtée au plus tard le 30 septembre 1972.
2. La Commission avait proposé au Conseil (R/920/72(ATO 64) du 4 mai 1972) de proroger cet Accord pour une nouvelle période de 3 ans, à des conditions similaires à celles de l'Accord actuellement en vigueur avec un budget total de 9.4 M L (22,56 Muc). Cette proposition prévoyait le partage des contributions de la façon suivante : Communauté 48,19 %, UKAEA 42,16 %, Autriche, Suisse, Suède 9,65 %. Ceci revenait à fixer la contribution Royaume-Uni + UKAEA au niveau de la contribution de l'UKAEA dans l'Accord en vigueur, soit 47,24 %.
3. Par sa note du 8 juin 1972 au Conseil (CONS 193/72(GB 126)(ATO)), la Mission du Royaume-Uni auprès des Communautés émettait des réserves sur les propositions de la Commission en ce qui concerne les contributions futures de son pays.
4. Lors de la réunion du Conseil de Direction du Projet Dragon tenue à Stockholm le 27 juin 1972, le délégué de l'UKAEA a proposé que la contribution globale du Royaume-Uni (UKAEA + Royaume-Uni via CCE) soit limitée à 40 %. Ceci correspondrait à une contribution de la Communauté de 56,35 %.
5. Aux termes des directives que le Conseil lui a données le 17 août 1972, la Commission devait négocier la prorogation de cet Accord à des conditions similaires à celles de
.../...

l'Accord en vigueur, sur la base d'une contribution financière de la Communauté limitée à 43 %. Ceci correspond à une contribution globale Royaume-Uni + UKAEA de 51,94 %. Le Conseil a également chargé la Commission de tenir compte dans les négociations des désirs exprimés par certaines délégations concernant, d'une part la composition du Conseil de Direction du Projet et, d'autre part, l'utilisation dans le cadre du programme futur Dragon de réacteurs d'essais situés dans la Communauté.

6. Lors de la réunion spéciale du Conseil de Direction tenue à Paris le 22 août 1972 les autres Signataires de l'Accord ont précisé leur position actuelle de la façon suivante :

- compte tenu de l'offre faite par la Communauté, l'UKAEA a accepté de relever la contribution totale de la Grande-Bretagne (UKAEA + Royaume-Uni via CCE) à 45 %, au lieu de 40 % comme proposé à Stockholm lors de la réunion précédente. Ceci correspondrait à une contribution de la Communauté de 50,7 %.
- l'Autriche, la Suède et la Suisse ont indiqué que leurs Gouvernements acceptent de participer au programme futur avec le même pourcentage qu'actuellement.

7. La Commission a envisagé avec les autres Signataires la possibilité de porter de 3 à 4 le nombre des représentants de la Commission au Conseil de Direction. Cette proposition est acceptable pour les autres Signataires de l'Accord.

8. La Commission a également informé l'UKAEA de l'importance attachée par le Conseil à ce que le Projet Dragon ait recours, comme par le passé, aux réacteurs situés dans la Communauté pour l'exécution du programme d'irradiations, sous réserve des nécessités techniques et économiques de ce programme et sans préjudice du statut de ces réacteurs.

L'UKAEA a exprimé un préjugé favorable à cette orientation qui se traduit déjà dans les prévisions budgétaires du Projet Dragon.

9. Depuis la réunion de Paris, la Commission s'est efforcée, nonobstant l'attitude très ferme de l'UKAEA, d'obtenir une nouvelle amélioration du pourcentage de participation de celle-ci. A cet effet la Commission s'est servie de tous les arguments avancés au Conseil à l'appui d'une réduction du pourcentage de contribution de la Communauté. Malgré l'insistance de la Commission, l'UKAEA, après plusieurs jours de réflexion, a confirmé le 16 septembre 1972

qu'elle ne pouvait améliorer l'offre faite à Paris.

10. Estimant que les négociations ne devaient pas être considérées comme terminées et qu'il devait être possible d'obtenir une meilleure offre du Royaume-Uni, la Commission a informé les instances du Conseil en date du 19 septembre 1972 de l'état des négociations avant de poursuivre celles-ci.

A cette occasion la Commission a réaffirmé l'importance de faire aboutir les négociations au plus tard le 30 septembre 1972. En effet, faute d'une décision, à cette date, de reconduire l'Accord Dragon il faudrait -donner le préavis de licenciement à la majorité du personnel; -arrêter tous les contrats de recherche extérieurs, à la date du 1er novembre 1972, avec un préavis d'un mois au lieu du préavis de 3 mois prévu normalement dans ces contrats.

11. Lors de négociations poursuivies depuis cette réunion, l'UKAEA a réaffirmé qu'elle reste favorable à la poursuite du Projet Dragon et qu'elle regretterait de voir les négociations se prolonger. Elle a exprimé le désir que la seconde offre qu'elle a faite (Royaume-Uni + UKAEA 45 %) soit suivie d'une amélioration substantielle de l'offre de la Communauté et elle a proposé de poursuivre les négociations dans les prochains jours en vue d'aboutir à une conclusion satisfaisante.

Dans les circonstances actuelles, la Commission propose au Conseil qu'il l'autorise à faire une dernière offre élevant la contribution de la Communauté à 47,40 %. Ceci amènerait la contribution du Royaume-Uni + UKAEA à 47,94 % (UKAEA 42,95 %). Sur la base des impressions recueillies lors des négociations la Commission estime que le Royaume-Uni pourrait accepter une telle offre pour sortir de l'impasse.

12. Afin de permettre la conclusion des négociations concernant une nouvelle prorogation de l'Accord Dragon au plus tard le 30 septembre 1972, la Commission propose

- que le Conseil marque son accord pour que la Commission puisse faire une offre finale amenant la participation de la Communauté au programme futur du Projet Dragon à 47,4 % et
- que le Conseil arrête le programme de recherche relatif à la poursuite de la participation de la Communauté au Projet Dragon pour une période de 3 ans, du 1er avril 1973 au 31 mars 1976, dans le cadre d'un plafond de 10.7 Méc.

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL

arrêtant un programme de recherche relatif
à la poursuite du Projet DRAGON

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,
et notamment son article 7,

vu le Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des
Communautés européennes,

vu la proposition de la Commission qui a consulté le Comité Scientifique
et Technique,

considérant l'intérêt de poursuivre la participation de la Communauté
au Projet DRAGON et l'urgence d'une décision à cet égard,

DECIDE :

Article premier

Est arrêté pour la période du 1er avril 1973 au 31 mars 1976 un
programme de recherches comportant la poursuite de la participation de
la Communauté à l'exécution des travaux faisant l'objet de "l'Accord
relatif à la nouvelle prorogation de l'Accord révisé concernant le
Projet de réacteur à haute température refroidi par gaz" (Dragon).

Article 2

Le plafond des engagements de dépenses inhérentes à la réalisation de ce
programme est fixé à 10,7 millions d'unités de compte.

Fait à

, le
Par le Conseil
Le Président

KOMMISSION
DER
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Generalsekretariat

Brüssel, den

VERTRAULICH

Rapport over de resultaten van de onderhandelingen betreffende de verlenging van de Dragon-Overeenkomst (art. 101 EGA) en ontwerp-besluit inzake het onderzoekprogramma betreffende de voortzetting van het Dragon-project (art. 7 EGA)

Overeenkomstig de haar op 17 augustus 1972 door de Raad verstrekte richtlijnen, brengt de Commissie hierna verslag uit over de door haar gevoerde onderhandelingen.

1. De Dragon-Overeenkomst loopt op 31 maart 1973 ten einde. In de geldende Overeenkomst wordt overeengekomen dat aangaande een nieuwe verlenging van deze Overeenkomst uiterlijk op 30 september 1972 een besluit zal worden genomen.
2. De Commissie had de Raad voorgesteld (R/920/72 (ATO 64) van 4 mei 1972) deze Overeenkomst voor een nieuwe periode van 3 jaar te verlengen op dezelfde voorwaarden als die van de huidige Overeenkomst met een totale begroting van 9,4 miljard (22,56 milj. r.e.). Dit voorstel behelsde de volgende verdeling van de bijdragen: Gemeenschap 43,19 %, UKAEA 42,16 %, Oostenrijk, Zwitserland en Zweden 9,65 %. Dit kwam erop neer dat de bijdrage van het Verenigd Koninkrijk + de UKAEA werd vastgesteld op het niveau van de bijdrage van de UKAEA in de huidige Overeenkomst, d.w.z. 47,24 %.
3. In haar nota van 3 juni 1972 aan de Raad (CONS 193/72 (GB 126)(ATO)), maakte de Missie van het Verenigd Koninkrijk bij de Gemeenschappen een voorbehoud omtrent de voorstellen van de Commissie ten aanzien van de toekomstige bijdragen van haar land.
4. In de op 27 juni 1972 te Stockholm gehouden vergadering van de Raad van Bestuur van het Dragon-project, heeft de afgevaardigde van het UKAEA voorgesteld dat de globale bijdrage van het Verenigd Koninkrijk (UKAEA + Verenigd Koninkrijk via de CEG) wordt beperkt tot 40 %. Dit zou overeenkomen met een bijdrage van de Gemeenschap van 56,35 %.
5. Volgens de haar door de Raad op 17 augustus 1972 verstrekte richtlijnen moest de Commissie onderhandelingen voeren over de verlenging van deze Overeenkomst op dezelfde voorwaarde als die van de huidige Overeenkomst, op basis van een financiële bijdrage van de Gemeenschap, die beperkt blijft tot 43 %. Dit komt overeen met een globale bijdrage Verenigd Koninkrijk + UKAEA van

51,94 %. De Raad heeft de Commissie tevens verzocht bij de onderhandelingen rekening te houden met door sommige delegaties naar voren gebrachte wensen betreffende enerzijds de samenstelling van de Raad van Bestuur van het Dragon-project en anderzijds het gebruik in het kader van het toekomstige Dragon-programma van in de Gemeenschap aanwezige beproevingsreactoren.

6. In de op 22 augustus 1972 te Parijs gehouden speciale vergadering van de Raad van Bestuur hebben de overige ondertekenaars van de Overeenkomst hun huidige standpunt als volgt geformuleerd:
 - op grond van het door de Gemeenschap gedane aanbod, is de UKAEA akkoord gegaan met een verhoging van de totale bijdrage van Groot-Brittannië (UKAEA en Verenigd Koninkrijk via CEG) tot 45 % i.p.v. 40 %, zoals in de vorige vergadering te Stockholm was voorgesteld. Dit zou neerkomen op een bijdrage van de Gemeenschap van 50,7 %.
 - Oostenrijk, Zweden en Zwitserland hebben te kennen gegeven dat hun regering bereid zijn in het toekomstige programma bij te dragen voor hetzelfde percentage als thans.
7. De Commissie heeft met de overige ondertekenaars de mogelijkheid overwogen het aantal vertegenwoordigers van de Commissie in de Raad van Bestuur van 3 op 4 te brengen. De overige ondertekenaars van de Overeenkomst gaan met dit voorstel akkoord.
8. De Commissie heeft tevens de UKAEA ervan in kennis gesteld dat de Raad het van belang acht, dat het Dragon-project evenals in het verleden voor de uitvoering van het bestralingsprogramma gebruik maakt van in de Gemeenschap gevestigde reactoren, voorzover in technisch en economisch opzicht behoefte aan dit programma bestaat en voorzover de voor deze reactoren geldende regeling de mogelijkheid hiertoe openlaat.

De UKAEA heeft een gunstig oordeel over deze oriëntatie uitgesproken, die reeds in de budgettaire ramingen van het Dragon-project tot uitdrukking komt.
9. Sedert de vergadering te Parijs heeft de Commissie, ondanks de zeer vastberaden houding van de UKAEA, getracht opnieuw verbetering te brengen in haar deelnemingspercentage. Daartoe heeft de Commissie zich bediend van alle argumenten die in de Raad naar voren zijn gebracht ter ondersteuning van een verlaging van het percentage van de bijdrage van de Gemeenschap. Ondanks het aandringen van de Commissie heeft de UKAEA na enkele dagen van overweging op

16 september 1972 bevestigd dat zij geen verbetering in het te Parijs gedane aanbod kon brengen.

10. In de mening dat de onderhandelingen niet als geëindigd moesten worden beschouwd en dat het mogelijk moest zijn een beter aanbod van het Verenigd Koninkrijk te verkrijgen, zijn de instanties van de Raad op 19 september 1972 op de hoogte gesteld van de stand van de onderhandelingen alvorens deze voort te zetten.

Bij die gelegenheid heeft de Commissie nogmaals bevestigd dat het van belang is de onderhandelingen uiterlijk op 30 september 1972 af te sluiten. Mocht op die datum nl. geen besluit zijn genomen om de Dragon-Overeenkomst te verlengen dan zou

- het merendeel van het personeel ontslag moeten worden aangezegd;
- alle onderzoekcontracten met derden per 1 november 1972 moeten worden beëindigd met een opzegtermijn van 1 maand i.p.v. 3 maanden zoals normaal in deze contracten is voorzien.

11. Tijdens de sedert deze vergadering gevoerde onderhandelingen heeft het UKAEA opnieuw bevestigd dat zij voorstander blijft van voortzetting van het Dragon-project en dat zij het zou betreuren indien de onderhandelingen langer zouden voortduren. Zij heeft de wens te kennen gegeven dat het tweede aanbod dat zij heeft gedaan (Verenigd Koninkrijk + UKAEA 45 %) wordt gevolgd door een essentieel beter aanbod van de Gemeenschap en zij heeft voorgesteld de onderhandelingen de komende dagen voort te zetten ten einde deze vóór het einde van de maand met een gunstig resultaat te kunnen afsluiten.

Onder de huidige omstandigheden stelt de Commissie de Raad voor machtiging te verlenen tot het doen van een laatste aanbod waarbij de bijdrage van de Gemeenschap wordt verhoogd tot 47,40 %. Dit zou de bijdrage van het Verenigd Koninkrijk + UKAEA op 47,94 % brengen (UKAEA 42,95 %). Op grond van de tijdens de onderhandelingen verkregen indrukken is de Commissie van mening dat het Verenigd Koninkrijk een dergelijk aanbod zou kunnen aanvaarden om uit de impasse te geraken.

12. Ten einde de onderhandelingen betreffende een nieuwe verlenging van de Dragon-Overeenkomst uiterlijk op 30 september 1972 te kunnen afsluiten, stelt de Commissie voor

- dat de Raad ermede akkoord gaat dat de Commissie een definitief aanbod doet, waarbij de bijdrage van de Gemeenschap in het toekomstige programma van het Dragon-project wordt vastgesteld op 47,4 % en
- dat de Raad het onderzoekprogramma betreffende de voortzetting van

de deelneming van de Gemeenschap in het Dragon-project vaststelt voor een periode van drie jaar, van 1 april 1973 tot en met 31 maart 1976, voor een maximumbedrag van 10,7 miljoen r.e.

VOORSTEL VOOR EEN BESLUIT VAN DE RAAD

tot vaststelling van een onderzoekprogramma betreffende de
voortzetting van het Dragon-project

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoom-
energie, inzonderheid op artikel 7,

gelet op het Verdrag tot oprichting van één Raad en één Commissie van de
Europese Gemeenschappen,

gezien het voorstel van de Commissie die het Wetenschappelijk en Technisch
Comité heeft geraadpleegd,

overwegende dat het van belang is de deelneming van de Gemeenschap in het
Dragon-project voort te zetten en dat dringend een besluit dienaangaande moet
worden genomen,

BESLUIT:

Artikel 1

Voor de periode van 1 april 1973 tot en met 31 maart 1976 wordt een onder-
zoekprogramma vastgesteld, dat de voortzetting omvat van de deelneming van
de Gemeenschap en de uitvoering van de werkzaamheden die het onderwerp vormen
van "de Overeenkomst betreffende de nieuwe verlenging van de herziene Overeen-
komst betreffende het project voor een gasgekoelde hoge-temperatuurreactor"
(DRAGON).

Artikel 2

Het maximum van de betalingsverplichtingen in verband met de uitvoering van
dit programma wordt vastgesteld op 10,7 miljoen r.e.

Gedaan te

Voor de Raad,

De voorzitter